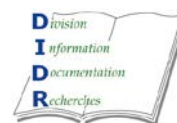


30/07/2020



L'entreprise nationale pétrolière colombienne, *Ecopetrol* S.A entre 2007 et 2017 : performances financières, liens avec les groupes armés et situation sécuritaire des employés de la raffinerie de Barrancabermeja

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Résumé : *Ecopetrol S.A* est la quatrième plus grande entreprise pétrolière d'Amérique latine. Entre 2007 et 2017, l'entreprise *Ecopetrol S.A* a connu des pertes nettes pour la première fois de son histoire, en raison d'une productivité durablement entravée par les attaques perpétrées sur ses infrastructures par des groupes paramilitaires et de la guérilla marxiste, mais aussi à cause de la crise mondiale ayant baissé drastiquement le prix du pétrole. L'entreprise nationale colombienne, détenue à 88% par l'État a renoué avec la croissance en 2017. Elle a été éclaboussée par plusieurs scandales de corruption au cours de ces années, notamment le scandale *Reficar*, la plus grosse affaire de corruption de l'histoire du pays ou encore le scandale *Petrotiger Ltd*. Des employés de l'entreprise ont également été accusés d'entretenir des liens avec les forces paramilitaires ou encore avec les membres des guérillas marxistes dans de trafics de pétrole. À Barrancabermeja, ville abritant la plus grosse raffinerie de pétrole de Colombie, plusieurs employés d'*Ecopetrol S.A* et de ses sous-traitants liés à des activités syndicales ont été assassinés durant cette période.

Abstract: Between 2007 and 2017, *Ecopetrol S.A* reported net losses for the first time in its history due to attacks on its infrastructures by armed groups, both paramilitaries and guerrilleros lastingly lowering its productivity, as well as because of the world's financial crisis causing crude oil prices to plunge. The Colombian national company, of which 88% of the shares are detained by the State, became profitable again in 2017. The company has been at the heart of several corruption cases during those years, such as *Reficar*, the biggest corruption scandals in Colombian history or the *Petrotiger Ltd* case. Several of its employees have been accused of being working with members of paramilitary forces and marxist guerilleros in oil trafficks. In Barrancabermeja, where the country's biggest refinery is, several *Ecopetrol's* and subcontractors' employees being active in trade unions have been assassinated.

Nota : Les traductions en langues étrangères sont assurées par la DIDR.

Table des matières

1. Performances financières de l'entreprise entre 2007 et 2017.....	4
2. Scandales de corruption entre 2007 et 2017.....	4
2.1. Le scandale <i>Reficar</i>	4
2.2. L'affaire <i>Petrotiger Ltd</i>	5
2.3. <i>Modern Energy Supply</i> et le projet de réacteurs de Barrancabermeja.....	6
3. Relations avec les groupes armés et les autorités.....	6
3.1. Les groupes de la guérilla marxiste.....	6
3.1.1. Des attentats et actes de sabotages contre les infrastructures de l'entreprise	6
3.1.2. Des financements occultes indirects et extorsions bénéficiant à l'ELN.....	6
3.2. Les groupes paramilitaires d'extrême-droite.....	7
3.3. Les forces armées, la police nationale et le système judiciaire	8
4. Situation sécuritaire des employés d'Ecopetrol S.A à Barrancabermeja depuis 2008 ...	9
Bibliographie	10

Nota : Les traductions des langues étrangères sont effectuées par la DIDR.

1. Performances financières de l'entreprise entre 2007 et 2017

Ecopetrol S.A est détenue à 88,4% par l'État colombien¹. Elle est la quatrième plus grande entreprise pétrolière d'Amérique latine².

A partir de l'année 2015, *Ecopetrol S.A* et sa filiale, *Reficar*, la raffinerie de Carthagène, ont été au cœur du plus gros scandale de corruption de l'histoire de la Colombie (voir partie 2.1). Dans le cadre de cette affaire, **l'entreprise aurait perdu jusqu'à 2 milliards de dollars** (1 703 795 000 euro actuels) entre 2013 et 2016 en raison de faits de corruption, de détournements de fonds, de versements de pots-de-vin et de mauvaise gestion³.

En raison de la chute drastique du prix du baril de pétrole en 2015 sur les cours mondiaux, **Ecopetrol S.A a enregistré pour la première fois des pertes nettes** d'un montant de 1,26 million de dollars (1 073 390 euro). Ces chiffres représentent une chute de 170% des revenus de l'entreprise par rapport à ses résultats pour l'année 2014⁴.

L'enregistrement de pertes nettes démontre que les dépenses de l'entreprise ont été supérieures à ses profits. L'enregistrement de pertes nettes ne coïncide pas avec un risque avéré de faillite à court terme puisque l'entreprise peut avoir recours à ses réserves financières ou à l'endettement pour continuer son activité⁵.

La communication de l'entreprise évoque la « chute du prix du pétrole », mais aussi les « attaques sur ses infrastructures par des groupes rebelles » et de « nouveaux standards de comptabilité⁶ » pour expliquer ses pertes.

En 2015, Juan Carlos Echeverry, un ancien ministre des Finances, a pris la tête de l'entreprise en se faisant seconder par Felipe Bayón Pardo, l'actuel PDG d'*Ecopetrol S.A*. Tous deux ont mis en place un plan de redressement de l'entreprise afin d'accroître sa productivité, son efficacité, et de réduire ses dépenses. **En 2017, Ecopetrol S.A a renoué avec la rentabilité⁷** atteignant un profit de plus de 2 milliards de dollars⁸.

2. Scandales de corruption entre 2007 et 2017

2.1. Le scandale *Reficar*

En 2004, le gouvernement colombien alors présidé par Alvaro Uribe a adopté un plan de modernisation de la raffinerie de Carthagène, *Reficar*, afin de doubler ses capacités de production. *Reficar* est l'une des plus grosses raffineries de Colombie et une filiale d'*Ecopetrol S.A*. Le projet devait, selon *Colombia Reports*, inclure largement des investisseurs et des acteurs du secteur privé. C'est ainsi que l'entreprise suisse *Glencore* a acheté 51% des parts de la raffinerie en 2006, devenant l'actionnaire majoritaire. *Glencore* a ensuite cédé ses parts en 2009 pour les revendre à *Ecopetrol*, sans effectuer de plus-value. En 2007, *Ecopetrol S.A* a désigné *Chicago Bridge & Iron Company* (CB&I) pour mettre en œuvre le projet.

Initialement évalué à 3,3 milliards de dollars (2,8 milliards d'euro actuels) le projet a **coûté 8 milliards de dollars** (près de 7 milliards d'euro actuels) à sa fin en 2015. Les dépassements des coûts initiaux ont mis en évidence l'existence d'un vaste scandale de détournements de fonds, **en faisant le plus gros scandale de corruption de l'histoire**

¹ Reuters, 17/01/2019, [url](#)

² Site web d'Ecopetrol America, [url](#)

³ Colombia Reports, 20/06/2019, [url](#)

⁴ Reuters, 06/03/2016, [url](#)

⁵ Investopedia,

⁶ *Idem*

⁷ Strategy + business, 06/05/2020, [url](#)

⁸ Reuters, 19/07/2018, [url](#)

colombienne. 16 millions de dollars (13 millions d'euro actuels) auraient été dépensés pour payer les services de prostituées, l'organisation de fêtes et la consommation d'alcool⁹.

Les dirigeants d'*Ecopetrol S.A* et de *Reficar* ont été accusés d'avoir autorisé CB&I à surévaluer les coûts des opérations facturés à *Reficar* en échange de rétro-commissions¹⁰. **L'ancien président d'*Ecopetrol S.A*, Javier Gutierrez Pemberthy, a été directement incriminé dans cette affaire¹¹.**

2.2. L'affaire *Petrotiger Ltd*

En janvier 2014, les autorités judiciaires des États-Unis en coopération avec les autorités colombiennes ont ouvert une enquête à l'encontre de deux dirigeants de l'entreprise *Petrotiger Ltd*, Joseph Sigelman et Knut Hammarskjold ainsi que l'un de leur conseiller juridique, Gregory Weisman, dans le cadre d'une affaire de corruption remontant à l'année 2009 pour l'obtention d'un contrat d'un montant de 39,6 millions de dollars avec *Ecopetrol S.A*¹².

En Colombie, David Orlando Durán Flórez, employé d'*Ecopetrol S.A* et son épouse, Johanna Navarro ont été accusés d'avoir touché 300 000 dollars (255 559 euro) de pots-de-vin notamment par le biais d'un contrat de consultant entre Johanna Navarro et *Petrotiger Ltd* afin d'assurer à ces derniers l'obtention de contrats avec *Ecopetrol S.A*. L'entreprise a déclaré collaborer avec les autorités colombiennes dans le cadre de cette enquête¹³. Après un dépôt de plainte de la part du Conseil d'administration d'*Ecopetrol S.A*, l'entreprise a été reconnue comme ayant été victime de cette affaire¹⁴.

En mars 2018, **un tribunal de Bogota a confirmé en appel la condamnation de David Durán Flórez à une peine de 16 années d'emprisonnement.** Ce dernier a reconnu sa culpabilité pour des faits d'enrichissement illégal, de corruption et de prévarication¹⁵.

Les autorités colombiennes ont procédé aux arrestations de sept autres employés et ex-employés d'*Ecopetrol S.A* dans cette affaire : Eduardo Acosta, Marcos Mauricio Vesga Niño, Luis Francisco Guinard Voelkl ainsi que Jaime Eduardo Urueta Martínez, Rafael Castillo, José Miguel Galindo et Luis Edison Pachón¹⁶.

Luis Francisco Guinard Voelkl, un ancien PDG de *Petrotiger Ltd* a été condamné à 78 mois d'emprisonnement sous le régime de l'assignation à résidence pour les délits de corruption, trafic d'influence, prévarication et falsification de documents privés. Il a également été accusé d'avoir commandité la création d'une ligne comptable falsifiée appelée « Palo de agua » afin de blanchir les versements de pots-de-vin et d'avoir supervisé la création d'une société écran nommée *AZ transportada* ayant émis de fausses factures pour toucher de l'argent d'*Ecopetrol S.A*¹⁷.

Aux États-Unis, Joseph Sigelman a été condamné trois années d'emprisonnement avec sursis après avoir plaidé coupable et avoir passé un accord avec le Parquet¹⁸. Knut Hammarskjold et Gregory Weisman ont également été condamnés à deux années d'emprisonnement avec sursis¹⁹.

⁹ Colombia Reports, 05/05/2016, [url](#)

¹⁰ Colombia Reports, 20/06/2019, [url](#)

¹¹ Bureau du procureur général colombien, 19/06/2019, [url](#)

¹² Colombia Reports, 10/02/2015, [url](#)

¹³ Site web de la commission américaine des titres et de la bourse, 10/02/2015, [url](#)

¹⁴ Site web du Bureau du procureur général de la Colombie, 27/06/2016, [url](#)

¹⁵ RCN Radio, 28/03/2018, [url](#)

¹⁶ Valora Analitik, 10/02/2019, [url](#)

¹⁷ Site web du Bureau du procureur général de la Colombie, 27/06/2016, [url](#)

¹⁸ Colombia Reports, 16/06/2015, [url](#)

¹⁹ Buckley Firm, 10/09/2015, [url](#)

2.3. Modern Energy Supply et le projet de réacteurs de Barrancabermeja

Le 23 novembre 2017, un employé d'*Ecopetrol S.A* à Barrancabermeja, **Cesar Augusto Villamizar Ruíz**, a été arrêté après avoir été accusé de faits de corruption dans le cadre d'un processus d'appel d'offre au cours duquel il aurait transmis des informations à un tiers, Alejandro Mosquera Sánchez, de l'entreprise *Modern Energy Supply*²⁰. Les faits remontent à l'année 2007. Cesar Augusto Villamizar Ruíz avait été nommé chef de projet pour l'achat de deux réacteurs pour la production de paraffine et se serait fait verser des commissions dans le cadre de ce contrat. Il aurait transmis un CD contenant toutes les informations de l'appel d'offre à M. Mosquera Sanchez. Ce dernier aurait demandé chargé une entreprise italienne spécialisée dans la construction des réacteurs de surévaluer les coûts de production afin d'assurer le versement de commissions et pots-de-vin. **Les surcoûts sont évalués à plus d'un million d'euro**²¹. Tous deux ont été mis en accusation pour détournements de fonds, corruption et prise d'intérêt illégale²². L'entreprise *Ecopetrol S.A* a déclaré avoir déposé une plainte en 2011 à ce sujet et être victime de cette affaire²³.

3. Relations avec les groupes armés et les autorités

3.1. Les groupes de la guérilla marxiste

3.1.1. Des attentats et actes de sabotages contre les infrastructures de l'entreprise

De nombreux attentats perpétrés contre les infrastructures de l'entreprise *Ecopetrol S.A* ont été attribuées ou revendiquées par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (*Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia – Ejército popular*, FARC-EP) ou l'Armée de libération nationale (*Ejército de Liberación Nacional*, ELN).

Ainsi, au cours des six premiers mois de l'année 2012, 67 explosions visant les infrastructures pétrolières ont été recensées par le ministère de la Défense et attribuées à ces deux groupes armés. Ces attaques ont eu pour conséquence d'entraver les performances de l'entreprise en terme de production de pétrole²⁴. En 2013, 259 attaques visant les infrastructures d'*Ecopetrol S.A* ont été recensées, touchant notamment l'oléoduc de Caño Limón – Coveñas situé dans le nord du pays²⁵. Entre 1986, date de son inauguration, et 2018, l'oléoduc aurait été visé à mille reprises, principalement par l'ELN²⁶. Cet oléoduc est géré par *Ecopetrol S.A* en association avec *Occidental Petroleum* (aussi connu sous le nom d'OXI). Les attaques visent notamment l'oléoduc dans la région de l'Arauca où les populations locales ne bénéficient pas des retombées des revenus de l'or noir²⁷.

Un commandant de l'ELN justifie les actions de son groupe en expliquant que « les politiques pétrolières apporte la faim et la misère au peuple²⁸ ».

3.1.2. Des financements occultes indirects et extorsions bénéficiant à l'ELN

En février 2015, *Ecopetrol S.A* a annoncé avoir licencié l'un de ses employés, Roberto de la Espriella, ingénieur spécialisé dans la gestion des solutions globales de transport et logistique, à la suite d'une enquête du journal *El Tiempo* ayant mis en évidence ses liens

²⁰ Digame, 28/11/2017, [url](#)

²¹ Bureau du procureur général colombien, 27/11/2017, [url](#)

²² Bureau du procureur général colombien, 16/08/2018, [url](#)

²³ Digame, 28/11/2017, [url](#)

²⁴ Financial Times, 04/09/2012, [url](#)

²⁵ Colombia Reports, 10/07/2014, [url](#)

²⁶ Global Risk Insights, 30/01/2018, [url](#)

²⁷ Arte, 25/01/2019, vidéo disponible jusqu'au 27/01/2022, [url](#)

²⁸ France 24, 08/02/2019, [url](#)

avec Francisco Elizondo Rodríguez, de l'entreprise SICIM, qui **lui aurait transféré 100 000 dollars** (85 189 euros actuels) **sur des comptes bancaires personnels**²⁹. L'intéressé a reconnu les faits lors d'une enquête interne³⁰. Il s'est toutefois défendu des accusations de corruption en expliquant qu'il s'agissait d'un investissement dans un projet artistique de son fils musicien, auquel il était associé, et a reconnu avoir rencontré Amali Meza (alias « La Gorda »), membre de l'ELN, mais dont il a nié connaître les liens avec le groupe armé³¹.

Francisco Elizondo Rodríguez et Roberto Jorge Rigoni, un ressortissant argentin travaillant pour l'entreprise SICIM, ont été arrêtés et accusés de financement d'activités terroristes pour avoir versé de pots-de-vin à l'ELN en échange d'une protection dans le cadre de la construction d'une partie de « l'oléoduc du Bicentenaire » dans la région de l'Arauca³². Ils auraient notamment entretenu des liens avec Amali Meza (« la Gorda ») Leydy Milena Méndez, (« Leidy ») et Salvador Gaitán Garrido, alias (« Gaitán »)³³.

Le projet de l'oléoduc du Bicentenaire appartient à un conglomérat de sept entreprises pétrolières dont *Ecopetrol S.A.*³⁴

SICIM est une entreprise italienne se présentant comme « le leader mondial de l'ingénierie, l'approvisionnement et la construction dans le secteur du pétrole et du gaz³⁵ ». Elle aurait été chargée de la construction du tronçon de l'oléoduc par *Ecopetrol S.A.*³⁶.

3.2. Les groupes paramilitaires d'extrême-droite

En 2019, l'un des anciens dirigeants de la milice paramilitaire Autodéfense unies de Colombie (*Autodefensas Unidas de Colombia*, AUC), Iván Roberto Duque alias « Ernesto Báez », a déclaré publiquement que l'entreprise **Ecopetrol S.A avait détourné des fonds publics avec « l'aide des groupes paramilitaires »**. Par exemple, les AUC ont mis en scène des attaques sur les infrastructures, avec la complicité de l'entreprise et de ses syndicats, pour toucher des remboursements d'un montant supérieur aux réparations réelles³⁷.

Plusieurs anciens membres des AUC ont également dénoncé Ecopetrol S.A pour ses liens financiers avec les organisations paramilitaires. Ainsi, Jose Ivan Laverde, alias « El iguano », a cité *Ecopetrol* publiquement comme étant l'un des nombreux « sponsors » ayant financé et bénéficié financièrement des activités criminelles des paramilitaires³⁸. Óscar Leonardo Montealegre, alias « Piraña », raconte également avoir été entraîné à une forme sophistiquée de vol de pétrole depuis les oléoducs. Le vol de carburant serait devenu « la principale source de financement des paramilitaires dans la région », puisque celui-ci était ensuite revendu aux stations-services. Montealegre accuse des employés d'*Ecopetrol S.A* d'avoir servi « de guides pour la formation technique des paramilitaires » afin d'effectuer ces vols et notamment de les avoir formé à déjouer des systèmes de traçabilité mis en place les autorités consistant à ajouter un colorant au pétrole brut afin de pouvoir définir sa provenance. Les paramilitaires effectuaient les prélèvements de carburants près de cours d'eau afin que le pétrole se déverse dans l'eau et que les entreprises ne puissent pas évaluer les quantités dérobées. Il ajoute que les guérilleros avaient également recours à cette pratique pour se financer³⁹.

²⁹ W Radio, 19/02/2014, [url](#)

³⁰ Portafolio, 19/02/2015, [url](#)

³¹ Université de Columbia, 23/01/2017, [url](#)

³² El Tiempo, 13/05/2019, [url](#)

³³ Portafolio, 19/02/2015, [url](#)

³⁴ Colombia Reports, 25/02/2015, [url](#)

³⁵ Site web de SICIM, n.d., [url](#)

³⁶ Insight Crime, 17/05/2019, [url](#)

³⁷ Colombia Reports, 03/09/2019, [url](#)

³⁸ Colombia Reports, 16/08/2019, [url](#)

³⁹ La Oreja Roja, 12/09/2019, [url](#)

Les entreprises étrangères et colombiennes accusées dans le cadre du processus de justice transitionnelle d'avoir financé directement et volontairement les AUC sont accusées de financement de terrorisme et de crimes contre l'humanité pour avoir utilisé ces groupes paramilitaires afin d'éliminer des responsables syndicaux ou de déplacer des paysans par la force⁴⁰. **Les AUC et autres groupes paramilitaires d'extrême-droite sont soupçonnés d'être à l'origine de la majorité des crimes et meurtres perpétrés en Colombie. Parmi les entreprises visées, figurent Ecopetrol, mais aussi Coca-Cola et Chiquita**⁴¹.

3.3. Les forces armées, la police nationale et le système judiciaire

En 2012, *Ecopetrol S.A* a passé un accord avec le ministère de la Défense dans le but de protéger ses infrastructures pétrolières à travers la mobilisation de 5 000 soldats. Le coût de cette mobilisation est assuré par l'entreprise⁴².

Par la résolution 5342 de 2014, le ministère de la Défense est autorisé légalement à passer des contrats de collaboration avec des entreprises privées lorsque ces accords « favorisent la sécurité nationale ». Ce type de contrat existe depuis 1996 mais n'a été formellement encadré qu'avec la résolution 5342. Le ministère est autorisé à obtenir des financements pour les services fournis. Plus de 70 entreprises colombiennes ou ayant des activités en Colombie ont recours à ce type de contrats passés avec le ministère de la Défense, la police nationale ou encore le bureau du procureur général. L'objectif de ces contrats est de mettre le système sécuritaire et judiciaire au service de la protection des intérêts de ces entreprises, principalement liées au secteur de l'énergie et fréquemment prises pour cible par les groupes armés. Des recherches menées par les associations *Rutas del Conflicto* et *La liga contra el silencio* soulignent l'opacité de ces contrats et dénoncent le fait que ces accords puissent « mener à une potentielle asymétrie juridique » voire « résulter en des violations des droits humains⁴³ ».

***Ecopetrol S.A* est partie prenante de plusieurs de ces contrats y compris à Barrancabermeja**⁴⁴. L'étude de ces contrats par *Rutas del Conflicto* et *La Liga contro el Silencio* dénonce le financement des forces de sécurité et de l'appareil judiciaire par les parties prenantes du contrat, dont *Ecopetrol*, qui ont ensuite le statut de « victime » dans le cadre des procédures judiciaires ouvertes. Le sénateur Iván Cepeda s'est ainsi inquiété en 2015 du fait que « les entreprises peuvent se transformer en chefs *de facto* d'unités de police ou de l'armée », appelant à un plus grand contrôle politique sur la passation de ces contrats.

En 2018, cinq contrats liant *Ecopetrol S.A* avec le bureau du procureur général prévoyaient que **l'entreprise finance « les coûts des services publics, la maintenance de l'équipement électronique, le coût des transports, les services postaux, les services téléphoniques cellulaires, l'alimentation et les services généraux » des unités dédiées à la lutte contre les activités criminelles visant le secteur pétrolier (appelées *Estructuras de apoyo*, « EDA »).** *Ecopetrol S.A* a nié la possibilité d'un conflit d'intérêt en soulignant ne pas interférer avec les activités du bureau du procureur⁴⁵.

⁴⁰ Colombia Reports, 16/08/2016, [url](#)

⁴¹ Transcend Media Service, 13/02/2017, [url](#)

⁴² Financial Times, 04/09/2012, [url](#)

⁴³ El Espectador, 03/05/2020, [url](#)

⁴⁴ Rutas del conflicto, n.d., [url](#)

⁴⁵ El Espectador, 03/05/2020, [url](#)

4. Situation sécuritaire des employés d'Ecopetrol S.A à Barrancabermeja depuis 2008

Dans une analyse portant sur l'influence des groupes paramilitaires à Barrancabermeja datée de 2009, la chercheuse Lesley Gill relaie le témoignage anonyme et non daté d'un membre d'un syndicat d'employés temporaires, désignant des personnes sans-emploi demandant la possibilité d'être employé temporairement par *Ecopetrol S.A* fondé dans les années 1990, qui explique que son syndicat devait verser « de fortes sommes d'argent » aux paramilitaires. En l'absence de paiements « des tueurs à gage ont tenté de l'assassiner et l'ont finalement obligé à fuir la ville ». La chercheuse conclue que « **comme son exemple l'illustre, à Barrancabermeja, où sévit un haut niveau de chômage constamment, l'accès aux réseaux clientélistes est essentiel pour obtenir un emploi**⁴⁶ ».

Le 17 juin 2010, **Nelson Camacho González, employé à la raffinerie de Barrancabermeja à un poste de supervision de travaux métallurgiques a été assassiné** en pleine rue vraisemblablement par deux hommes sur une moto. Il était affilié à la branche locale du puissant syndicat l'Union syndicaliste ouvrière de l'industrie pétrolière (*Unión Sindical Obrera de la Industria del Petróleo, USO*). Selon le journal *Vanguardia*, des rumeurs le liaient à un fort endettement⁴⁷. Selon Amnesty International, un mois avant sa mort, une organisation paramilitaire appelée Commandement conjoint de Nettoyage avait adressé des menaces de mort à 17 organisations non gouvernementales de défense des droits humains et syndicats dont l'USO⁴⁸.

Le 26 septembre 2011, **un employé de la raffinerie de Barrancabermeja a été assassiné en pleine rue dans la journée par des hommes à moto qui lui ont tiré dessus à trois reprises. L'homme appelé Jhon Isidro Rivera Barrera était un employé contractuel** de la raffinerie et militant du syndicat USO⁴⁹. Selon un communiqué de la Fédération syndicale internationale des employés de l'industrie chimique, de l'énergie et des mines (*International Federation of Chemical, Energy, Mine and General Workers' Union, ICEM*), ce dernier était un activiste œuvrant pour l'extension des droits des travailleurs aux employés temporaires⁵⁰.

En décembre 2013, le syndicat USO a publié un communiqué dénonçant **l'agression subie par Abel Pimentel Sanchez**, employé comme **agent de sécurité** par la société *Seguridad Acropolis*, sous-traitante d'*Ecopetrol S.A* dans la zone du projet *La Cira Infantas* à Barrancabermeja. Ce dernier a été la cible de tirs d'hommes à moto le 20 décembre 2013 mais a pu se protéger. Il était membre des plus hautes instances décisionnaires de l'USO et a participé activement aux mobilisations sociales des employés de la raffinerie. Il avait déjà reçu des menaces de mort deux ans auparavant⁵¹.

⁴⁶ GILL Lesley, 26/06/2009, [url](#)

⁴⁷ Vanguardia, 18/06/2010, [url](#)

⁴⁸ Amnesty International, 25/06/2010, [url](#)

⁴⁹ Vanguardia, 27/09/2011, [url](#)

⁵⁰ Business and Human Rights Resource Center, 02/10/2011, [url](#)

⁵¹ USO, 23/12/2013, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en juillet 2020.

Institutions nationales

Colombie, Bureau du procureur général, « Office of the Attorney General filed a bill of indictment against former president of Ecopetrol and former members of the Board of Directors of Reficar », 19/06/2019,

<https://www.fiscalia.gov.co/colombia/en/2019/06/19/office-of-the-attorney-general-filed-a-bill-of-indictment-against-former-president-of-ecopetrol-and-former-members-of-the-board-of-directors-of-reficar/>

Colombie, Bureau du procureur général, « A juicio un exfuncionario y un excontratista de Ecopetrol por interés indebido en contratación estatal », 16/08/2018,

<https://www.fiscalia.gov.co/colombia/seccionales/a-juicio-un-exfuncionario-y-un-excontratista-de-ecopetrol-por-interes-indebido-en-contratacion-estatal/>

Colombie, Bureau du procureur général, « Dos hombres asegurados por presunta apropiación de \$3.000 millones de una empresa petrolera », 27/11/2017,

<https://www.fiscalia.gov.co/colombia/seccionales/dos-hombres-asegurados-por-presunta-apropiacion-de-3-000-millones-de-una-empresa-petrolera/>

Colombie, Bureau du procureur général, « Condenado expresidente de Petrotiger por irregularidades en contratación con Ecopetrol », 27/06/2016,

<https://www.fiscalia.gov.co/colombia/noticias/condenado-expresidente-de-petrotiger-por-irregularidades-en-contratacion-con-ecopetrol/>

Etats-Unis, Commission américaine des titres et de la bourse, « Ecopetrol Collaborates with Colombian and U.S. Authorities in the PetroTiger Case », 10/02/2015,

https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1444406/000114420415007593/v401108_ex99-1.htm

Organisations non gouvernementales

Amnesty International, « Un syndicaliste Nelson Camacho González tué, beaucoup d'autres en danger », 25/06/2010,

<https://www.amnesty.be/veux-agir/agir-ligne/ecrire-lettres/node/5508>

Rutas del conflicto, « Convenios de fuerza y justicia : Barrancabermeja », s.d.,

<http://rutasdelconflicto.com/convenios-fuerza-justicia/>

Unión Sindical Obrera de la Industria del Petróleo, « ACCIÓN URGENTE: Nuevo atentado criminal en contra de un dirigente de la U.S.O en Barrancabermeja », 23/11/2013,

<http://www.usofrenteobrero.org/index.php/subdirectivas/barrancabermeja/2212-accion-urgente-nuevo-atentado-criminal-en-contra-de-un-dirigente-de-la-uso-en-barrancabermeja>

Think tanks, universités et centres de recherches

Université de Columbia (Columbia University), « Global Freedom of Expression : Espriella v. Ecopetrol S.A. », 23/01/2017,

<https://globalfreedomofexpression.columbia.edu/cases/espriella-v-ecopetrol-s-a/?lang=es>

Business and Human Rights Resource Center, « Contract Workers' Leader at Ecopetrol in Colombia Assassinated », 02/10/2011, <https://www.business-humanrights.org/my/node/61472>

Médias

Strategy + business, « Staying ahead in Latin America's turbulent oil and gas market », 06/05/2020, <https://www.strategy-business.com/article/Staying-ahead-in-Latin-Americas-turbulent-oil-and-gas-market?gko=6081e>

El Espectador, « Petroleras y mineras financian a la Fuerza Pública y a la Fiscalía », 03/05/2020, <https://www.elespectador.com/colombia2020/petroleras-y-mineras-financian-la-fuerza-publica-y-la-fiscalia-articulo-917617/>

La Oreja Roja, « Ex-comandante de las AUC explica como funciona lucrativo robo al interior de Ecopetrol », 12/09/2019, <https://www.laorejaroja.com/excomandante-de-las-auc-explica-como-funciona-lucrativo-robo-al-interior-de-ecopetrol/>

Colombia Reports, « "We'll have to unmask them all": former warlord about Colombia's private sector », 03/09/2019, <https://colombiareports.com/well-have-to-unmask-them-all-former-warlord-about-colombias-private-sector/>

Colombia Reports, « Colombia security forces and prosecution requested disappearances : former warlord », 16/08/2019, <https://colombiareports.com/colombias-security-forces-and-prosecution-requested-disappearances-former-warlord/>

Colombia Reports, « Former CEO of Colombia's state-run oil company called to trial over "biggest corruption scandal in history" », 20/06/2019, <https://colombiareports.com/former-ceo-of-colombias-state-run-oil-company-called-to-trial-over-biggest-corruption-scandal-in-history/>

Insight Crime, « ELN Still Receiving Payments from Companies in Colombia », 17/05/2019, <https://www.insightcrime.org/news/brief/eln-receiving-payments-companies-colombia/>

El Tiempo, « ¿Quién es el argentino capturado por financiar al Eln? », 13/05/2019, <https://www.eltiempo.com/justicia/investigacion/quien-es-el-argentino-capturado-por-financiar-al-eln-360586>

Valora Analitik, « Nueva condena por soborno en caso Petrotiger », 10/02/2019, <https://www.valoraanalitik.com/2019/10/02/nueva-condena-por-soborno-en-caso-petrotiger/>

France 24, « La guerrilla del ELN y el "oro negro", una historia de guerra en Colombia », 08/02/2019, <https://www.france24.com/es/20190208-petroguerrilla-colombia-farc-proceso-paz>

Arte, « Colombie: la pétroguerrilla, le pape et la paix », Arte Reportage, 25/01/2019, <https://www.arte.tv/fr/videos/080757-000-A/colombie-la-petroguerrilla-le-pape-et-la-paix/>

Reuters, « Colombia evaluating selling stake in Ecopetrol –minister », 17/01/2019, <https://www.reuters.com/article/us-colombia-economy-ecopetrol/colombia-evaluating-selling-stake-in-ecopetrol-minister-idUSKCN1PB2MU>

Reuters, « After crisis, Colombia's Ecopetrol spends big to boost output, reserves » , 19/07/2018, <https://www.reuters.com/article/us-colombia-ecopetrol/after-crisis-colombias-ecopetrol-spends-big-to-boost-output-reserves-idUSKBN1K90GP>

RCN radio, « Confirman condena de 16 años de cárcel contra exfuncionario de Ecopetrol por caso Petrotiger » , 28/03/2018, <https://www.rcnradio.com/judicial/confirman-condena-de-16-anos-de-carcel-contra-exfuncionario-de-ecopetrol-por-caso>

Global Risk Insights, « ELN poses long-term risk to Colombia's oil and gas industry » , 30/01/2018, <https://globalriskinsights.com/2018/01/elN-risk-colombia-oil-gas/>

Digame, « Funcionario de Ecopetrol capturado por corrupción en Barrancabermeja » , 27/11/2017, <https://www.digame.com.co/funcionario-de-ecopetrol-capturado-por-corrupcion-en-barrancabermeja/>

Transcend Media Service, « Colombian Companies Charged with Crimes against Humanity » , 13/02/2017, <https://www.transcend.org/tms/2017/02/colombian-companies-charged-with-crimes-against-humanity/>

Colombia Reports, « Reficar: Colombia's 'biggest corruption scandal in history' good for a \$16M prostitution bill » , 05/05/2016, <https://colombiareports.com/reficar-colombia-biggest-corruption-scandal-history/>

Reuters, « Colombia's Ecopetrol reports \$1.26 bln loss in 2015 » , 06/03/2016, <https://www.reuters.com/article/ecopetrol-results-idUSL2N16C1WC>

Colombia Reports, « Only sponsors of terror, not extortion victims to be prosecuted: Santos » , 16/08/2016, <https://colombiareports.com/sponsors-terror-not-extortion-victims-prosecuted-santos/>

Portafolio, « Ecopetrol despide a funcionario involucrado en soborno » , 19/02/2015, <https://www.portafolio.co/negocios/empresas/ecopetrol-despide-funcionario-involucrado-soborno-41304>

Buckley Firm, « Two Additional Former PetroTiger Employees Sentenced Following FCPA Conspiracy Guilty Pleas » , 10/09/2015, <https://buckleyfirm.com/blog/2015-09-10/two-additional-former-petrotiger-employees-sentenced-following-fcpa-conspiracy-guilty-pleas#page=1>

Colombia Reports, « Ex-PetroTiger co-CEO avoids prison in Ecopetrol bribery case » , 16/06/2015, <https://colombiareports.com/ex-petrotiger-co-ceo-avoids-prison-in-ecopetrol-bribery-case/>

The FCPA blog, « Colombia arrests six linked to alleged PetroTiger bribes » , 16/03/2015, <https://fcpcblogger.com/2015/03/16/colombia-arrests-six-linked-to-alleged-petrotiger-bribes/>

W Radio, « Nuevo escándalo por pagos irregulares a funcionario de Ecopetrol » , 19/02/2015, <https://www.wradio.com.co/noticias/actualidad/nuevo-escandalo-por-pagos-irregulares-a-funcionario-de-ecopetrol/20150219/nota/2639299.aspx>

Colombia Reports, « Colombia "working with US" in Ecopetrol corruption case » , 10/02/2015, <https://colombiareports.com/colombia-working-us-ecopetrol-corruption-case/>

Colombia Reports, « Multinational oil company in trouble over alleged payments to ELN », 25/01/2015, <https://colombiareports.com/multinational-oil-company-in-trouble-over-alleged-payments-to-eln/>

Colombia Reports, « Ecopetrol worse performers amongst major oil companies in June/July 2014 », 10/07/2014, <https://colombiareports.com/ecopetrol-drops-major-oil-companies-month/>

Financial Times, « Colombia's peace hopes fuel Ecopetrol », 04/09/2012, <https://www.ft.com/content/2e2687b8-e075-11e1-9335-00144feab49a>

Vanguardia, « Pistoleros asesinaron a un contratista en el barrio Cincuentenario », 27/09/2011, <https://www.vanguardia.com/santander/barrancabermeja/pistoleros-asesinaron-a-un-contratista-en-el-barrio-cincuentenario-GAVL124031>

Vanguardia, « Sicarios asesinaron a un supervisor de Ecopetrol », 18/06/2010, <https://www.vanguardia.com/santander/barrancabermeja/sicarios-asesinaron-a-un-supervisor-de-ecopetrol-IEVL65138>

GILL Lesley, « Durable Disorder: Parapolitics in Barrancabermeja », NACLA, 26/06/2009, <https://nacla.org/article/durable-disorder-parapolitics-barrancabermeja>

Agencia Prensa Rural, « Special Report: Barrancabermeja, Colombia Paramilitary Terror and the Struggle for Colombia's Oil », 27/08/2003, <https://www.prensarural.org/bill20030827.htm>

Autres sources

Site web d'Ecopetrol America, « Who we are », n.d., <https://www.ecopetrol-america.com/index.php/who-we-are>

Site web de SICIM, « Introduction », n.d., <https://www.sicim.eu/en/company/>